

RAPPORT  
ANNUEL

2021



IEDM

Des idées  
pour une société  
plus prospère

*« L'intérêt de l'économie, et de son étude, ne réside pas simplement dans la compréhension du bien-être matériel, mais bien dans une perspective beaucoup plus large : celle de notre coopération dans un monde peuplé d'étrangers et marqué par la diversité, et de la manière dont nous pouvons tirer parti de cette coopération pour offrir une vie meilleure, plus longue et plus pacifique à un plus grand nombre de personnes. »*

Steven Horwitz (1964-2021), Professeur émérite de Libre Entreprise, Ball State University.

## Notre Vision

La vision de l'IEDM est celle d'un monde libre et responsable où les échanges volontaires, le respect des droits de propriété et l'entrepreneuriat favorisent la mobilité sociale et la prospérité pour tous.

## Notre Mission

L'IEDM est un think tank indépendant sur les politiques publiques avec des bureaux à Montréal et Calgary et un joint-venture à Paris.

Par ses publications, ses apparitions dans les médias et ses services consultatifs gratuits offerts également à tous les décideurs politiques, l'IEDM stimule les débats et les réformes des politiques publiques en se basant sur les principes établis de l'économie de marché

# Le conseil d'administration

Présidente du conseil  
**Hélène Desmarais**

Administrateurs

**Jean Bernier**

**Stéphan Crétier**

**Nicola Di Iorio**

**Jacques Drouin**

**Nathalie Elgrably-Lévy**

**Anne Fortier**

**Philip Infilise**

**Michel Kelly-Gagnon**

**Normand Lebeau**

**Guillaume Marion**

**Marc Meunier**

**Caroline Montminy**

**François Morin**

**Pierre Simard**

**Claude Thibault**

**Terry Tretiak**

# Le bureau des gouverneurs

**Randall Birks**

**Eric Boyko**

**Reuven Brenner**

**L'honorable Baljit S. Chadha, C.P.**

**Mario Charpentier**

**Léon Courville**

**Jean-Guy Desjardins**

**Daniel R. Dorey, MBA**

**Marcel Dutil, C.M.**

**Richard Garneau**

**François Hudon**

**George F. Lengvari Jr.**

**Bernard Lord**

**Reford MacDougall, C.M.**

**Dr Eleanor Nicholls**

**Adrien D. Pouliot**

**Yves Rabeau**

**Maureen Sabia**

**Dennis Sharp**

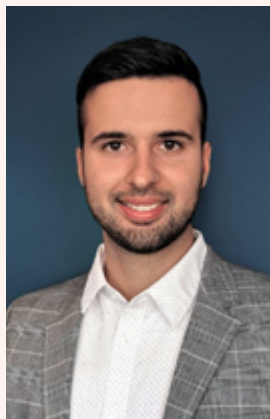
**Guy Tremblay**

# L'équipe



**MICHEL  
KELLY-GAGNON**

Président et  
directeur général



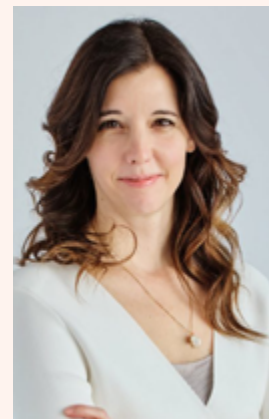
**MIGUEL  
OUELLETTE**

Directeur des  
opérations et  
économiste



**CAROLE  
FISET**

Coordonnatrice,  
développement  
et administration



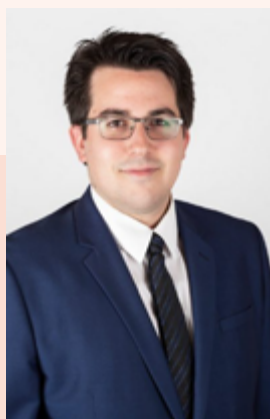
**MARIE-EVE  
McNICOLL**

Conseillère en  
communications



**BRADLEY  
DOUCET**

Réviser et  
traducteur



**OLIVIER  
RANCOURT**

Économiste



**MARIA LILY  
SHAW**

Économiste



**KRYSTLE  
WITTEVRONGEL**

Analyste en  
politiques publiques

# Message de la présidente du conseil



## HÉLÈNE DESMARAIS

La pandémie de COVID-19 a encore une fois dominé nos vies ainsi que les débats sur les politiques publiques en 2021. Au moment d'écrire ces lignes, il est difficile d'évaluer dans quel sens la situation évoluera en 2022.

Il était sans doute inévitable qu'une crise de cette ampleur engendre des dépenses importantes, mais il semble s'être malheureusement installé dans certains cercles d'influence une dangereuse désinvolture par rapport à cette explosion de l'endettement. En effet, de plus en plus d'acteurs politiques ou économiques ne semblent plus se préoccuper du fait que les ressources sont, par définition, limitées (un principe pourtant élémentaire de la science économique). La création monétaire par les banques centrales apparaît désormais comme une solution presque magique susceptible de permettre les pires excès.

La pandémie semble ainsi avoir normalisé une ingérence plus poussée que jamais des gouvernements dans l'économie. Les attaques contre l'économie de marché se

multiplient de toute part. De plus, même des valeurs cardinales qui sont au cœur de la démocratie libérale, telle la liberté d'expression, sont remises en question.

Le rôle de l'IEDM est plus que jamais crucial dans ce contexte où les débats prennent une tournure de plus en plus contraire aux idéaux de liberté et de tolérance que nous défendons depuis plus de deux décennies. La pandémie ne doit surtout pas devenir un prétexte pour détruire les valeurs et institutions qui ont fait du Canada l'un des pays les plus libres et prospères de la planète. Il est essentiel de mener ce travail d'éducation non seulement en intervenant dans les débats concrets de politiques publiques, mais aussi en expliquant les fondements plus philosophiques et les principes généraux qui sous-tendent la démocratie libérale et l'économie de marché.

C'est ce que notre équipe a fait plus que jamais en 2021. Cela tout en continuant par ailleurs d'intervenir régulièrement sur les dossiers de l'heure, comme le décrit notre président-directeur général, Michel Kelly-Gagnon, dans les pages qui suivent.

Je voudrais d'ailleurs souligner le fait que Michel a complété, à l'automne 2021, vingt années de service pour l'IEDM. Il est sans l'ombre d'un doute l'un des principaux bâtisseurs de notre institut, en plus d'être son âme dirigeante. Michel est également connu et respecté dans le réseau international de think tanks regroupés au sein de l'Atlas Network. Puisqu'il n'est âgé que de 50 ans, je suis convaincue que sa remarquable contribution à notre mission de recherche et d'éducation se poursuivra pendant encore plusieurs années.

Comme c'est le cas pour beaucoup d'entreprises et d'organisations, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée représente un défi pour l'IEDM. Il a donc toujours besoin du généreux soutien de ses donateurs, notamment pour embaucher et retenir du personnel compétent et dynamique lui permettant de poursuivre son précieux travail de recherche et de diffusion des « idées pour une société plus prospère ».

Parmi les avantages d'une économie de marché dynamique figure la possibilité de faire fructifier ses avoirs sur les marchés des capitaux. Si vous êtes de ceux qui ont connu une bonne année financière en 2021 en profitant des marchés à la hausse, peut-être cherchez-vous des façons d'investir une partie de ces bénéfices différemment? Si c'est le cas, je vous invite à le faire en augmentant notamment le niveau de votre contribution annuelle à l'IEDM. Cela lui permettra d'amplifier son travail essentiel, lequel est par ailleurs absolument unique au Québec, et d'ailleurs même assez peu courant au sein du Canada dans son ensemble.

En terminant, nous avons accueilli en 2021 trois nouveaux administrateurs : Anne Fortier, romancière à succès primée sur la liste des meilleurs vendeurs du *New York Times*; Nicola Di Iorio, avocat-associé chez BCF et député à la Chambre des communes de 2015 à 2019; et François Morin, directeur général, Opérations et Affaires publiques, Québec et Atlantique, pour BMO Groupe financier. Par ailleurs, après avoir contribué à notre organisation pendant plusieurs années, Randall Birks, Léon Courville, Richard Garneau et Guy Tremblay ont quitté le conseil d'administration pour rejoindre le bureau des gouverneurs.

*Aéline Desmarais*



# Message du président-directeur général



## MICHEL KELLY-GAGNON

L'année 2021 marque un moment spécial dans ma carrière. Cela fait 20 ans que je suis à la tête de l'IEDM. Pendant ces 20 années de service (réparties sur une période de 23 ans) plusieurs choses ont changé mais d'autres sont demeurées étonnamment constantes. L'année 2021 fut, à bien des égards, atypique. Elle a aussi été éprouvante pour les amoureux de la liberté responsable, mais ponctuée de remarquables réalisations de la part de l'IEDM, dont je ne suis pas peu fier.

Malgré les vents contraires, l'IEDM a continué à mener son travail d'éducation économique ancrée dans la perspective d'une société libre et responsable.

Au cours de l'année, l'IEDM a lancé 22 publications, commandé trois sondages d'opinion, produit trois courtes vidéos d'animation et publié 16 communiqués de presse ciblés supplémentaires, en plus des communiqués de presse qui accompagnent nos publications. Nous avons également publié 104 articles d'opinion et 47 articles de blogue.

Toutefois, les temps changent et il faut s'adapter. C'est pourquoi l'IEDM a innové en 2021 en trouvant de nouvelles façons de passer ses messages. Nos « créations culturelles » – soit des chansons, des animations pour enfants, et même un roman par votre humble serviteur qui sera disponible en librairie en juin 2022 – ont constitué un nouveau canal pour transmettre nos efforts éducationnels. À titre d'exemple, nous avons utilisé l'humour et une approche simple afin de donner aux jeunes de 6 à 10 ans une meilleure compréhension de concepts tels l'importance de l'épargne et l'impact fabuleux sur l'accumulation de richesse de l'intérêt composé.

Cette année encore, nous avons lancé des pavés dans la mare médiatique qui ont suscité un large intérêt. Je pense notamment à notre publication montrant que jusqu'à 6700 vies auraient pu être sauvées dans les CHSLD pendant la COVID-19 si le gouvernement avait fait les choses autrement. Cette publication nous a notamment valu non pas une, mais deux mentions à la populaire émission télévisée québécoise *Tout le monde en parle!*

Aussi, nos sondages trouvent toujours un fort écho dans les médias, pour la simple et bonne raison que nous posons des questions pertinentes que d'autres organisations ou médias n'osent pas poser. En novembre, alors que la conférence COP26 sur les changements climatiques se terminait, nous avons sondé les Canadiens sur différents enjeux liés à l'énergie et l'environnement. Un des résultats révélateurs était que 65 % des Canadiens ne sont pas prêts à payer davantage pour lutter contre les changements climatiques. Cette réalité va à l'encontre du discours dominant que l'on trouve dans les médias et chez les politiciens.

Sur le plan réglementaire, notre Indice du leadership provincial en matière de commerce intérieur a non seulement généré un intérêt médiatique d'un océan à l'autre, mais l'IEDM a été mentionné dans une recherche de la prestigieuse firme Deloitte sur le sujet des barrières au commerce entre provinces. Il s'agit d'un sujet qui nous tient à cœur et sur lequel nous travaillons depuis quelques années, et qui fait aujourd'hui de l'IEDM une référence en la matière.

Bien sûr, tout cela s'ajoute à nos recherches régulières sur une gamme de sujets. En 2021, nous avons notamment abordé les thèmes de la liberté d'expression, l'innovation dans l'exploitation de la forêt québécoise, les opportunités qu'offre l'enseignement à distance pour les universités québécoises, une répartition plus judicieuse et moins coûteuse des tâches des policiers, et l'impact positif de la liberté économique sur la mobilité sociale. Nous avons aussi continué de jouer notre rôle de chien de garde des finances publiques, et ce, autant à l'échelle provinciale que fédérale, en rappelant aux élus que les énormes déficits d'aujourd'hui sont les impôts à payer de demain.

***Malgré les vents contraires, l'IEDM a continué à mener son travail d'éducation économique ancrée dans la perspective d'une société libre et responsable.***

De sombres nuages se pointent toutefois à l'horizon. J'oserais même dire qu'il y a, d'une certaine façon, péril en la demeure.

Voilà maintenant plus d'un quart de siècle que je suis assidument les débats politico-philosophiques et économiques qui ont lieu au Québec et à travers le Canada, de même qu'à l'étranger. Or, jamais je n'ai constaté un tel niveau d'intensité dans les attaques contre la société ouverte, pour reprendre

l'expression consacrée de Karl Popper, contre les créateurs de richesse et contre l'économie de marché. Celles-ci proviennent d'ailleurs autant de la « droite » que de la « gauche » (je mets ici ces termes entre guillemets, car bien qu'utiles, ils sont souvent simplistes et réducteurs).

L'état de crise actuel, qui sert à justifier une intervention étatique jusqu'ici inégalée dans l'économie et la gestion même de nos entreprises, ne doit pas devenir la norme. La liberté d'expression est également attaquée de toute part. Au tournant des années 2000, des opinions diverses pouvaient encore s'exprimer, mais c'est de moins en moins le cas aujourd'hui.

Pour être honnête, cette pensée fondamentalement antilibérale (j'utilise ici le terme en son sens classique) et anti-civilisation occidentale est dominante littéralement partout : au sein des classes médiatique, politique, artistique, universitaire, religieuse et même, de plus en plus, dans le milieu des affaires, où plusieurs acteurs sont d'ailleurs des bénéficiaires directs du capitalisme d'État et des subventions.

Je ne me décourage pas pour autant, car l'histoire nous enseigne que ces modes idéologiques sont de nature cyclique. Ainsi donc, on peut espérer que quand assez de nos concitoyens auront goûté aux conséquences peu propices du dirigisme et des dépenses étatiques excessives et irresponsables dans leur propre vécu, ils seront à la recherche de solutions alternatives. Et c'est alors que le rôle crucial de l'IEDM et autres organisations similaires prendra toute sa valeur : protéger la flamme, même fragile, de la liberté et de la responsabilité individuelle, de la raison et du progrès. C'est grâce à votre soutien continu à notre travail que nous y arriverons.





# Les interventions de l'IEDM en chiffres

**22 Publications**

**NOVEMBRE 2021**  
**FORESTERIE : UN SECTEUR QUI CONTINUE D'INNOVER**  
Par Olivier Ransourt et Miguel Quelette

Au Québec, et ailleurs au Canada, l'industrie forestière revêt une grande importance économique et historique. Et ces dernières années ont été marquées par une révolution dans les techniques et les technologies utilisées au sein de ce secteur. Ces innovations ont des répercussions positives importantes sur l'environnement ainsi que sur l'économie du Québec. De plus, la mise en place de nouvelles techniques a rendu possible le développement de procédés de production novateurs pour d'autres industries, qui ont elles aussi pu augmenter leur productivité, tout en diminuant leur empreinte environnementale.

Ces évolutions, pensées et déployées par des entrepreneurs créatifs, témoignent de la volonté constante qu'a l'industrie forestière québécoise de se renouveler. Il convient donc de reconnaître l'importance du rôle des entrepreneurs dans ce processus, et de veiller à ce que le gouvernement soit judicieux dans ses choix de politiques publiques et de réglementations, de manière à ne pas contraindre et ralentir l'innovation issue du marché.

**LA FORESTERIE AU SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT**  
L'une des grandes préoccupations du XXI<sup>e</sup> siècle concerne la protection de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques. Cela passe notamment par le ralentissement des émissions de gaz à effet de serre et par la mise en place de programmes de captage du carbone<sup>1</sup>. En ce sens, planter des arbres constitue l'une des meilleures méthodes reconnues et appliquées par le secteur forestier en matière de captage du carbone<sup>2</sup>.

La croissance des arbres, qui se produit grâce à la photosynthèse, capte le CO<sub>2</sub> atmosphérique et le transforme

en matière organique végétale. Les meilleures méthodes permettant de maximiser le captage de CO<sub>2</sub> consistent à récolter les arbres plus âgés et à augmenter la productivité de la forêt<sup>3</sup>. Il importe donc de combiner ces méthodes à une gestion proactive des ressources forestières de manière à maximiser leur impact environnemental positif.

Actuellement, c'est moins de 1 % de la forêt québécoise qui est récoltée chaque année, et notre forêt se régénère plus rapidement qu'elle n'est récoltée<sup>4</sup>. D'ailleurs, la coupe forestière n'est responsable que d'une faible portion des hectares de forêt affectés. En 2018, au Québec, ce sont plus de 5,5 millions d'hectares d'arbres qui ont été défrichés par les incendies, 202 000 hectares qui ont été récoltés et 86 000 hectares qui ont été brûlés par des feux de forêt<sup>5</sup> (voir la figure 1).

1. Cette Note économique a été préparée par Olivier Ransourt, économiste à l'IEDM, et Miguel Quelette, directeur des opérations et économiste à l'IEDM. La Collection Économiques de l'IEDM vise à explorer les aspects économiques des politiques de protection de l'environnement dans le but d'éclairer les décideurs politiques et les citoyens. Elle ne constitue pas un avis juridique.

**3 Sondages**

**SONDAGE SANTÉ 2021**  
Institut économique de Montréal  
Rapport de recherche  
Novembre 2021

**104 Textes d'opinion**

20 DÉCEMBRE 2020  
LE SOULÈVÉ, P. WEBER  
MARIA LEVY SHAW

**Si l'argent suit l'enfant, tout le monde en sort gagnant**

4 MINUTES

Nouvelles opinions : récemment que le gouvernement envisage de bonifier le crédit d'impôt alloué aux parents dont les enfants fréquentent une garderie privée non subventionnée. Si cette mesure se concrétise, le coût d'une place en service de garde subventionné se rapprocherait du tarif journalier de 850 \$ présentement en vigueur dans les centres de la petite enfance (CPE), élargissant ainsi l'accessibilité à ces services si essentiels. Il s'agit donc certainement d'un pas dans la bonne direction. Redonner davantage d'argent aux parents plutôt que de simplement augmenter les subventions aux établissements témoigne des efforts que le gouvernement est prêt à déployer afin d'améliorer l'offre de services. Cependant, il faut reconnaître que des problèmes importants subsistent au sein du système québécois de garderies, lesquels ne peuvent être résolus uniquement par l'octroi d'une bonification du crédit d'impôt.

Rappelons-nous que presque depuis sa création en 1997, le système de garderies du Québec souffre de longues listes d'attente qui ne raccourcissent pas. Quelque 51000 enfants attendent actuellement une place. La situation s'est aggravée à un point tel où les familles estiment qu'il est normal de passer plusieurs années sur une liste d'attente avant d'obtenir une place dans une garderie subventionnée. Ceci est d'autant plus dérangeant quand on sait que les dépenses gouvernementales dans ce secteur s'élèvent à 2,4 milliards de dollars annuellement, mais que le nombre de places

**16 Communiqués de presse ad hoc**

25 FÉVRIER 2021

**Pipelines : le Canada doit mettre fin à sa dépendance envers le marché américain**

3 MINUTES

**Montréal, le 25 février 2021** - L'annulation du permis de Keystone XL par le président américain Joe Biden à son premier jour en poste met en lumière le risque pour le Canada de dépendre d'un seul pays pour ses exportations de produits pétroliers. Or, la construction de nouveaux oléoducs en soi canadiens permettrait justement au pays de réduire ce risque et de maximiser les revenus provenant de l'exportation du pétrole, facilitant ainsi la création d'emplois et l'amélioration du niveau de vie des Canadiens. C'est ce qui ressort d'une Note économique publiée aujourd'hui par l'Institut économique de Montréal.

«C'est 96 % des exportations canadiennes de pétrole qui sont envoyées chez nos voisins du Sud », affirme Miguel Quelette, directeur des opérations et économiste à l'IEDM. « Mettre tous nos œufs dans le même panier est une stratégie risquée. Seulement avec l'annulation de Keystone XL, c'est un potentiel de plus de 50 millions de dollars par jour en exportations pour le Canada qui tombe à l'eau », ajoute M. Quelette. « Plusieurs marchés mondiaux connaissent une hausse importante de la demande de pétrole d'ici 2045. La demande espérée de 130 % en Inde et de plus de 40 % dans de nombreux autres pays asiatiques. Il s'agit d'une occasion en or pour le Canada. »

**47 Observations spontanées**

26 AOÛT 2021  
OLIVIER RANSOURT

**Élections 2021 - Il est temps de prendre des mesures concrètes pour combattre l'inflation**

2 MINUTES

Depuis le début de la pandémie de COVID-19, les prix de plusieurs biens ont connu de fortes hausses. Que ce soit le bois, l'immobilier ou l'essence, tout semble plus cher dans les derniers mois. Les prix ont tellement grimpé que le taux d'inflation annuel au Canada se situe maintenant à 3,7 %, soit le plus haut taux depuis 10 ans.

Bien qu'une partie de cette hausse soit due à la pandémie, ou plutôt aux restrictions de l'offre de produits qui en découlent, certaines politiques gouvernementales sont aussi responsables de ce choc inflationniste. En effet, entre le 1<sup>er</sup> janvier 2020 et le 1<sup>er</sup> janvier 2021, la quantité d'argent en circulation a presque quadruplé. Les grandes dépenses et les mesures de relance prises par les différents paliers de gouvernement ont agi comme une injection de liquidités, alors que les mesures sanitaires, telles que la distanciation sociale ou les multiples confinements, ont ralenti la production manufacturière et donc diminué la quantité de produits et services disponibles. Ainsi, de façon très prévisible, cette injection d'argent a augmenté la demande de produits et de services, sans augmenter l'offre proportionnellement, ce qui provoque une hausse générale des prix.

Étant donné le rôle que jouent les dépenses gouvernementales dans la hausse du coût de la vie, le gouvernement doit se tenir responsable des conséquences de ses actions. Une bonne fois pour toutes, les partis fédéraux doivent s'engager à revoir sérieusement la croissance des dépenses en programmes et à mettre fin aux mesures d'aide temporaires qui agissent comme carburant à l'inflation. Il est temps de débaucher le régime selon lequel dépenser des sommes formidables d'argent est la solution à tous les problèmes. Dépenser ainsi ne fait que créer d'autres problèmes.

**4 Comparutions**

Lors de consultations publiques et en commission parlementaire

# Médias sociaux

Force est de constater que depuis la pandémie de COVID-19, une place de plus en plus importante est accordée aux médias sociaux dans la stratégie de communication de bon nombre d'organisations. La presse traditionnelle, qui traverse une crise internationale depuis quelques années, s'est renouvelée structurellement en proposant entre autres des éditions numériques dont le contenu est largement diffusé sur les différentes plateformes de réseaux sociaux. Ce virage stratégique ouvre la porte à d'autres audiences, notamment les jeunes, qui s'intéressent de plus en plus aux questions d'actualité et aux débats sur les politiques publiques. De ce fait, nous avons adapté notre stratégie à cette nouvelle situation, en orientant nos efforts à la fois vers les médias traditionnels renouvelés et vers les médias sociaux.

Notre présence sur les réseaux sociaux a progressé encore cette année. Le nombre total d'abonnés à nos comptes de médias sociaux s'élève désormais à 29 075, toutes plateformes confondues. Notre équipe consacre toujours plus de temps à la promotion de nos publications et à la diffusion de nos messages sur diverses plateformes. Ce faisant, nous contribuons à renforcer notre notoriété auprès de nos audiences traditionnelles et à nous en forger une auprès de nouveaux publics.

Cette année, nous avons publié 855 gazouillis et mis en ligne 996 publications Facebook sur les pages de l'IEDM en anglais et en français. Le nombre total de mentions « j'aime » sur nos pages Facebook a augmenté de 32 % et le nombre de nos abonnés Twitter a augmenté de 3,39 %.



## Facebook

**23 264**

abonnés à nos pages

**996**

publications

**32 %**

d'augmentation annuelle du nombre de mentions « j'aime » sur nos pages (de 17 026 à 22 505)



## Twitter

**5811**

abonnés à la page

**855**

gazouillis

**106 %**

d'augmentation annuelle du nombre de mentions de l'IEDM (de 1680 à 3463)

# Les thèmes

Certains thèmes de recherche sont particulièrement importants pour nous parce qu'ils sont en lien direct avec la vitalité économique du pays, ou encore parce qu'ils concernent des politiques publiques qui améliorent concrètement la qualité de vie des citoyens. Même si la COVID-19 continue d'éclipser la plupart des autres sujets d'actualité, nos chercheurs ont poursuivi leur travail d'éducation économique et de recherche en 2021. Voici donc, rassemblées par thèmes, les principales publications qui ont servi à faire avancer la mission de l'institut l'année dernière.



# Santé



Dans une Note économique lancée au début d'avril, nous expliquions en quoi le Québec aurait pu gérer la pandémie différemment, tout en soulignant la nécessité d'une réforme fondamentale des systèmes de santé peu flexibles et bureaucratés au Canada, qui n'étaient pas prêts à faire face à une telle crise. Encore aujourd'hui, le nombre extrêmement élevé d'aînés québécois dans des établissements de soins de longue durée qui ont succombé à la COVID-19 au début de la pandémie continue de susciter des interrogations. Notre publication a remis en question le caractère inévitable de ces décès, montrant que jusqu'à 6700 vies auraient pu être sauvées.

Cette donnée choc a bien évidemment capté l'attention des médias. Notre publication a été citée à de nombreuses reprises, et pendant plusieurs jours, par des journalistes de Radio-Canada, de TVA et de CTV. Nous avons même été cités pendant deux semaines consécutives à la populaire émission de Radio-Canada, *Tout le monde en parle!*

Dans une autre publication, nous soutenions qu'un passeport vaccinal non obligatoire et décentralisé était souhaitable, et ce, afin d'accélérer la réouverture de notre économie et de mettre fin plus rapidement aux mesures contraignantes pour la mobilité

des voyageurs canadiens. Nos chercheurs ont défendu leurs conclusions aux micros de plusieurs stations de radio et télévision, dont QUB Radio, CTV News et CJAD.

Une Note économique s'est penchée sur la nécessité de rendre plus efficace le processus d'examen réglementaire des nouveaux médicaments. Deux pistes de solution y étaient proposées afin d'assurer un accès plus rapide aux médicaments : rendre permanent le recours aux présentations en continu et introduire un processus d'approbation accéléré pour les médicaments déjà approuvés par d'autres pays, ce qui relève du gros bon sens.

En santé, il est important pour nous de non seulement relever les failles du système public, mais aussi de mettre en valeur l'apport du secteur entrepreneurial. Comme à l'habitude, nous avons donc aussi multiplié les interventions médiatiques sur ce thème, que ce soit en réagissant rapidement à l'actualité avec des communiqués ad hoc, ou des textes d'opinion dans les médias et sur notre site web. Tout au long de l'année, nous avons continué de mettre de l'avant les modèles mixtes européens, beaucoup plus performants sur tous les plans, afin de montrer que l'on peut par exemple avoir des hôpitaux privés dans un système qui soigne tout le monde.

# Énergie et ressources naturelles



En février, une publication défendait la nécessité de diversifier les exportations canadiennes de pétrole en construisant de nouveaux oléoducs, le moyen le plus sécuritaire et écologique de le transporter. En effet, l'annulation du permis de Keystone XL par le président américain Joe Biden a mis en lumière le risque pour le Canada de dépendre d'un seul pays pour ses exportations de produits pétroliers. La construction de nouveaux oléoducs en sol canadien permettrait justement de réduire ce risque et de maximiser les revenus provenant de l'exportation du pétrole, facilitant ainsi la création d'emplois et l'amélioration du niveau de vie des Canadiens.

À la fin du mois d'août, au même moment où le gouvernement du Québec a rejeté le projet Énergie Saguenay d'exportation de gaz naturel liquéfié, nous avons publié les résultats d'un sondage Ipsos qui montrait un écart important entre l'opinion des Québécois des centres urbains, qui croient que la réduction des GES devrait primer tout autre objectif, et celle des Québécois en région, qui préfèrent donner la priorité à la création d'emplois.

Depuis plusieurs années, les gouvernements multiplient les mesures destinées à réduire les émissions de gaz à effet de serre pour lutter contre les changements climatiques. Nous avons publié au début septembre une Note économique qui analysait dans quelle mesure ces politiques publiques ont un impact disproportionné sur les régions rurales, alors que les revenus en région sont en moyenne 16 % inférieurs à ceux dans les grands centres.

Dans le contexte de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique de 2021 (COP26) à Glasgow, nous avons lancé une publication consacrée aux technologies de captage, d'utilisation et de stockage du carbone, qui offrent une solution de rechange à la réglementation coûteuse des activités économiques. La première partie de cette étude examinait la manière dont ces technologies peuvent aider les gouvernements à atteindre leurs objectifs de réduction des émissions sans compromettre notre niveau de vie. La deuxième proposait des solutions concrètes pour encourager l'adoption de ces nouvelles technologies par les entrepreneurs, notamment au moyen de crédits d'impôt.

En novembre, alors que la COP26 se terminait, nous avons mandaté la firme Ipsos afin de recueillir l'opinion des Canadiens sur différents enjeux liés à l'énergie. Les résultats parlent pour eux-mêmes : seulement 25 % des Canadiens (et 36 % des Québécois) sont d'avis que cette conférence a permis de trouver des solutions aux changements climatiques. La santé et l'économie demeurent manifestement les priorités les plus importantes pour la population canadienne, de sorte que 65 % des Canadiens ne sont pas prêts à payer un sou de plus pour lutter contre les changements climatiques.

# Entrepreneuriat et fiscalité



En février, nous avons publié un Point montrant l'importance de revenir à l'équilibre budgétaire aussitôt que possible en contrôlant les dépenses. Une façon d'y arriver consiste à mettre en place un comité permanent de révision des dépenses comme l'a fait le gouvernement fédéral à la suite de la crise financière de 2008-2009.

Depuis plus d'un an, les projecteurs sont braqués sur les gouvernements et les actions qu'ils entreprennent dans le contexte de la pandémie, occultant parfois la grande contribution des entrepreneurs au maintien d'une certaine qualité de vie pour les Canadiens et les Canadiennes en ces temps difficiles. Nous avons consacré une publication aux efforts déployés par les entrepreneurs afin de se réinventer, d'augmenter la cadence et de nous permettre de passer à travers cette épreuve.

Nous avons montré une fois de plus que nous sommes non seulement d'excellents vulgarisateurs économiques, mais que nous

pouvons aussi publier des recherches qui servent de référence auprès des acteurs les plus importants de la société, avec l'édition 2021 de notre Indice du leadership provincial en matière de commerce intérieur. Ce Cahier de recherche a illustré comment la suppression des obstacles au commerce intérieur constitue une politique de croissance inclusive pour le Canada. Les auteurs y proposent un véritable accord de libre-échange entre les provinces canadiennes et dressent un classement des provinces et des territoires en fonction de leur ouverture au commerce intérieur. L'Alberta se classe au premier rang, alors que le Québec occupe le dernier. Le lancement de ce Cahier de recherche a connu un grand succès médiatique à travers le Canada. Aussi, la prestigieuse firme Deloitte a publié une étude sur la question en citant l'IEDM dans ses remerciements. Nous avons bon espoir que les politiciens qui souhaitent réduire les barrières commerciales entre les provinces s'en serviront pour convaincre leur population et mettre en œuvre des politiques concrètes.



Le dépôt du budget fédéral à la mi-avril – le premier en plus de deux ans! – a été l’occasion pour nous de lancer un Point sur l’explosion de la dette fédérale et la croissance fulgurante des paiements d’intérêts qui accapareront de plus en plus les ressources gouvernementales dans les années à venir. Dans cette publication, nos chercheurs ont braqué les projecteurs sur la croissance du service de la dette, et nous en avons profité pour mettre à jour notre compteur de la dette fédérale. Les chiffres de notre compteur, qui défilent à une vitesse alarmante, ont circulé largement sur les médias sociaux, étant partagés par des milliers d’internautes. Nos chercheurs ont également accordé plusieurs entrevues au sujet de notre compteur et de la dette publique dans les médias.

Alors que certains commentateurs et politiciens font toujours la promotion de l’idée superficiellement attrayante d’un impôt unique sur la fortune pour financer les dépenses excessives, nous avons publié un Point sur les conséquences néfastes prévisibles de cette proposition. Plusieurs médias en ont repris les conclusions. La chroniqueuse du *Financial Post*, Diane Francis, a d’ailleurs consacré un de ses textes à notre publication.

# Une situation financière saine et stable

Les revenus totaux de l'IEDM en 2021, excluant les revenus de placements, ont été de 2 520 004 \$, ce qui représente une hausse de 3,9 % par rapport à 2020. Les dépenses totales ont quant à elles atteint 2 428 374 \$, ce qui représente une hausse de près de 11,2 % par rapport à 2020. Notre surplus d'opération est de 91 630 \$, ou 3,6 % de notre budget total.

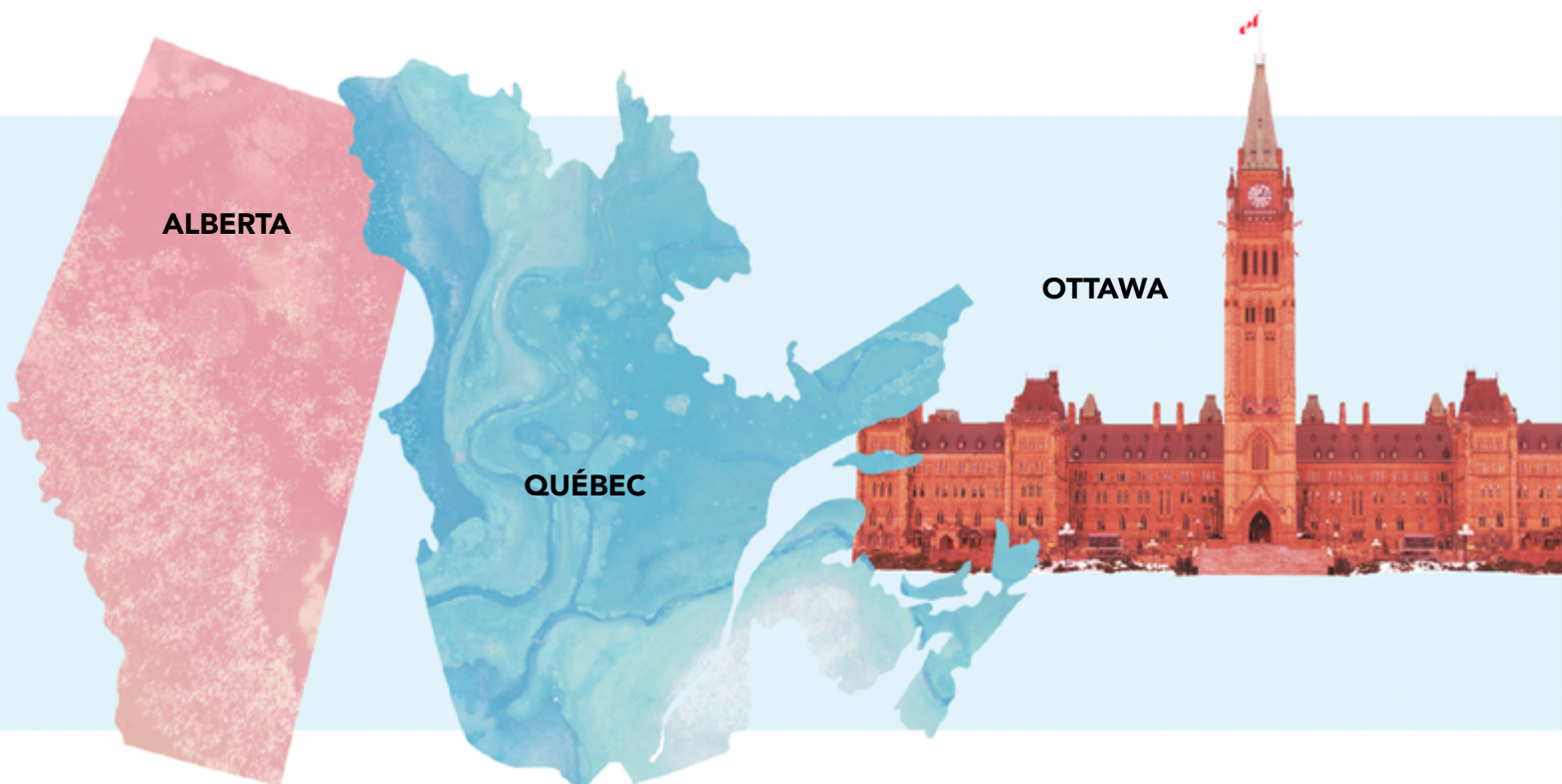
Vers la fin de l'automne 2021, nous avons activé un processus de dotation afin de combler trois postes essentiels en :

- recherche et rédaction;
- gestion de projets et développement;
- relations de presse et communication.

Ces embauches devraient nous mener à un point d'équilibre budgétaire en 2022, ceci même en tenant compte de nos revenus de placements anticipés et en présumant une croissance de nos revenus autonomes supérieure à l'inflation.

En d'autres termes, nous aurons définitivement encore besoin l'année prochaine de l'appui renouvelé de tous ceux qui croient en l'importance de notre mission car notre voix unique, elle, sera sans aucun doute toujours nécessaire.

## Juridictions où l'IEDM est le plus actif :







**IEDM**

Des idées  
pour une société  
plus prospère

910, rue Peel, bureau 600  
Montréal (Québec) H3C 2H8

T 514.273.0969 F 514.273.2581

[iedm.org](http://iedm.org)